



Infomat

N° 11-002-XPF au catalogue (English 11-002-XPE) ISSN 0380 9537

Revue hebdomadaire

Le vendredi 11 septembre 1998

APERÇU

◆ Le chômage connaît son taux le plus faible depuis août 1990

En août, le chômage a diminué de 0,1 point de pourcentage, pour s'établir à 8,3 %, soit le taux le plus faible depuis août 1990. L'emploi a augmenté légèrement, surtout chez les jeunes de 15 à 24 ans.

◆ La syndicalisation des femmes surpasse celle des hommes

Aujourd'hui, les femmes représentent près de la moitié des membres de syndicats, comparativement à une proportion de 1 sur 6 il y a 30 ans. Au cours du premier semestre de 1998, les femmes non syndiquées touchaient seulement 77 % du salaire horaire moyen des hommes non syndiqués.

◆ Déficit au compte des voyages : le plus faible en dix ans

Le déficit trimestriel au compte des voyages a atteint son niveau le plus bas en dix ans, en raison des dépenses records faites par les Américains voyageant au Canada entre avril et juin. De plus, le dollar en baisse a empêché un plus grand nombre de Canadiens de voyager à l'étranger.

◆ Les ventes des grands magasins augmentent pour la première fois en trois mois

L'augmentation des ventes des grands magasins observée en juillet a été la première progression mensuelle à survenir à la suite d'une période de trois mois marquée par un recul des ventes; il s'agit de la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis février 1994.

◆ Forte croissance des immobilisations

La valeur de la construction et du matériel servant à produire des biens et des services dans l'économie a augmenté de plus de 80 % au cours des 20 dernières années.

◆ Forte hausse des frais de scolarité pour les étudiants à temps plein

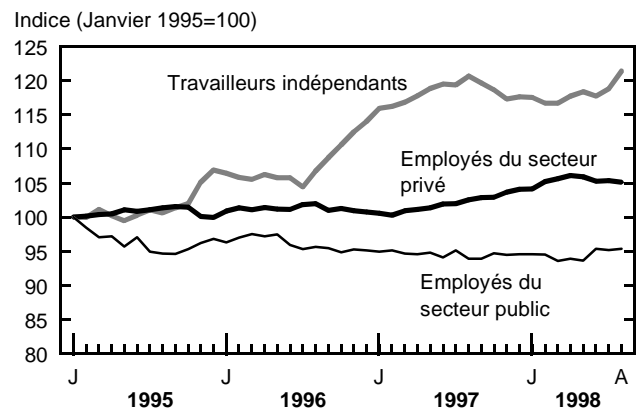
Les frais de scolarité dans les universités canadiennes n'ont cessé d'augmenter au cours des années 90. Cette année ne fait pas exception : les frais de scolarité au premier cycle dans les facultés des arts se sont accrus de 6,9 % en moyenne, contre 9,3 % pour les frais de scolarité des programmes des cycles supérieurs.

Le chômage connaît son taux le plus faible depuis août 1990

En août, le chômage a diminué de 0,1 point de pourcentage, pour s'établir à 8,3 %, soit le taux le plus faible depuis août 1990. L'emploi a augmenté légèrement, avec l'ajout de 37 000 emplois à l'économie, portant les gains au cours des deux derniers mois à 63 000; cela compense largement les pertes de mai et de juin. Depuis le début de l'année, la croissance de l'emploi a toutefois accusé un retard par rapport à l'an dernier (+ 1,4 % comparativement à + 2,0 %). Le nombre de travailleurs indépendants, qui a progressé de 56 000 en août, a grimpé de 100 000 depuis qu'il a repris sa tendance à la hausse en avril. Le nombre d'employés du secteur privé a connu une baisse (- 23 000) en août, alors que la situation de l'emploi dans le secteur public est restée inchangée.

La majorité de l'accroissement global de l'emploi en août a touché les jeunes de 15 à 24 ans, le nombre d'emplois ayant fait un bon de 22 000 au sein de ce groupe d'âge. Il s'agissait d'un gain semblable à celui de juillet (+ 25 000). Tant en juillet qu'en août, l'augmentation concernait principalement l'emploi à temps plein. Le nombre de jeunes chômeurs a chuté de 17 000 en août, provoquant une baisse de leur taux de chômage de 0,8 point de pourcentage, le portant à 14,5 %. En moyenne, de mai à août, 47,1 % des étudiants de 15 à 24 ans avaient un emploi, en hausse

Croissance de l'emploi selon la catégorie de travailleurs



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... Le chômage connaît son taux le plus faible depuis août 1990

de 1,6 point de pourcentage par rapport à la moyenne de l'été dernier. Ainsi, cet été, le taux de chômage des étudiants (16,8 %) a baissé de 2,7 points de pourcentage par rapport à la même période en 1997.

Les jeunes étudiants, soit ceux de 15 à 19 ans, sont ceux qui ont le plus profité de l'amélioration du marché du travail d'été. Comparativement à l'été dernier, la proportion des jeunes étudiants qui occupaient un emploi a augmenté de 2,1 points de pourcentage, pour atteindre, en moyenne, 40,6 %. Parmi ceux ayant un emploi, la proportion de ceux qui travaillaient à temps partiel avait peu varié, se situant à 68,5 %. Le taux de chômage des jeunes étudiants a baissé de 3,3 points de pourcentage par rapport à l'été dernier, pour s'établir à 19,7 %. Par contre, la proportion d'étudiants de 20 à 24 ans qui travaillaient cet été est passée à 65,0 %, en baisse de 0,3 point de pourcentage. De ces derniers, 39,3 % travaillaient à temps partiel, soit un pourcentage semblable à celui de 1997 (40,5 %). Une activité légèrement inférieure en 1998 a fait passer le taux de chômage au sein de ce groupe à 11,3 %, en baisse de 1,6 point de pourcentage.

Le nombre d'adultes occupés a peu varié en août par rapport à juillet. Le nombre d'emplois à temps plein chez les hommes adultes a progressé de 22 000, hausse qui a été contrebalancée par la diminution de l'emploi à temps partiel au sein de ce groupe. En août, la croissance de l'emploi à temps plein (+ 42 000) a contrebalancé en grande partie la perte de juin. Cependant, la croissance de l'emploi à temps plein depuis le début de l'année (+ 1,1 %) progresse à un rythme plus lent qu'à la même période l'an dernier (+ 1,8 %).

Quant aux différents secteurs d'activité, le nombre d'emplois dans le commerce de détail a progressé de 20 000 pour un deuxième mois consécutif. Depuis le début de l'année, l'emploi dans le commerce de détail a augmenté de 2,5 %. Malgré le retour au travail des employés mis à pied pendant la grève chez General Motors, le nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication a

diminué de 23 000 en août en raison de pertes dans les autres branches d'activité du secteur de la fabrication. En dépit d'une baisse du nombre d'emplois en juillet et en août, l'emploi dans le secteur de la fabrication était de 2,3 % plus élevé qu'il y a un an. Le nombre d'emplois dans le secteur de l'agriculture a augmenté de 16 000, probablement en raison de la récolte hâtive de certaines cultures. L'emploi dans le secteur de la construction a augmenté en août (+ 13 000) pour un deuxième mois consécutif. L'emploi dans ce secteur a atteint son niveau le plus élevé en quatre ans.

Parmi les provinces, la hausse de l'emploi en août s'est surtout fait sentir au Québec et en Alberta. Au Québec, le nombre d'emplois a grimpé de 31 000, portant les gains au cours des deux derniers mois à 49 000. Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois a augmenté de 39 000 au Québec. En Alberta, le nombre d'emplois a progressé de 14 000, poursuivant une tendance ascendante à long terme. Toutefois, en raison d'une hausse de l'activité, le taux de chômage en Alberta a augmenté. L'accroissement de l'activité sur le marché du travail a également entraîné une hausse du taux de chômage au Nouveau-Brunswick, en dépit d'une hausse du nombre d'emplois de 3 000. Après avoir grimpé en 1997, l'emploi au Nouveau-Brunswick n'affiche aucune tendance nette cette année. En Ontario, l'emploi a régressé, principalement en raison d'une chute de l'emploi dans le secteur de la fabrication. Depuis le début de l'année, l'emploi a augmenté plus lentement en Ontario par rapport à l'an dernier (1,4 % comparativement à 2,6 %). À Terre-Neuve, le nombre d'emplois a connu une baisse de 12 000 emplois au cours des deux derniers mois, effaçant l'équivalent de presque une année de gains.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471, 3483 à 3502 et tableau 00799999.

La publication Information — population active, pour la semaine se terminant le 15 août 1998 (71-001-PPB, 11 \$/103 \$) est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division des enquêtes-ménages. (Voir aussi les «Tendances actuelles» à la page 8.)

Enquête sur la population active, août 1998¹

Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	15 605,0	0,2	14 306,4	0,3	1 298,7	8,3
Terre-Neuve	234,8	- 1,9	190,4	- 3,5	44,4	18,9
Île-du-Prince-Édouard	70,2	- 1,4	60,7	- 2,7	9,4	13,4
Nouvelle-Écosse	449,9	0,3	402,1	0,2	47,8	10,6
Nouveau-Brunswick	364,7	1,7	321,2	0,9	43,5	11,9
Québec	3 732,1	0,4	3 340,8	0,9	391,4	10,5
Ontario	6 003,5	- 0,3	5 572,5	- 0,3	431,0	7,2
Manitoba	582,3	0,8	549,6	0,5	32,8	5,6
Saskatchewan	511,3	0,9	478,0	0,4	33,3	6,5
Alberta	1 616,1	1,0	1 527,3	0,9	88,8	5,5
Colombie-Britannique	2 040,1	0,0	1 863,8	0,6	176,4	8,6

1. Les données sont pour les hommes et les femmes âgés de 15 ans et plus.

La syndicalisation des femmes surpasse celle des hommes

Selon les données de l'Enquête sur la population active, environ 3,6 millions de travailleurs rémunérés (ou 30,7 %) étaient membres d'un syndicat au cours du premier semestre de 1998. En outre, 294 000 autres employés, soit environ 2,6 % de l'ensemble de la main-d'œuvre, étaient couverts par une convention collective. Par ailleurs, 31,6 % de tous les employés de sexe masculin étaient membres d'un syndicat, soit un peu plus que la proportion observée chez les femmes (29,8 %). Cependant, parmi les employés à temps partiel, le taux de syndicalisation des femmes était considérablement supérieur à celui des hommes (24,4 % comparativement à 15,8 %).

La syndicalisation des femmes a surpassé celle des hommes au cours des 30 dernières années. Les effectifs syndicaux féminins ont quintuplé, passant de 320 000 membres en 1966 à 1,6 million en 1992. Le taux de syndicalisation de l'ensemble des employés de sexe féminin est passé de 16 % à 30 % pendant cette période. Les taux de syndicalisation sont toutefois demeurés relativement stables depuis 1992.

Par contre, chez les hommes, le nombre de syndiqués est passé de 1,6 million en 1966 à 2,2 millions en 1992, alors que leur taux de syndicalisation fléchissait légèrement, passant de 38 % à 36 %. Ainsi, les femmes représentent maintenant près de 1 syndiqué sur 2, comparativement à 1 sur 6 il y a 30 ans.

Le facteur le plus déterminant à l'origine de la hausse de la syndicalisation chez les femmes tient à la représentation croissante de celles-ci dans le secteur public, un secteur très syndiqué. D'autres facteurs jouent également un rôle à ce chapitre, notamment la présence accrue des femmes dans d'autres professions traditionnellement marquées par une prédominance masculine et souvent fortement syndiquées (comme celles de la construction), l'intensification des activités syndicales dans le secteur des services (où l'on retrouve habituellement une majorité de femmes) et l'augmentation de la syndicalisation des femmes travaillant à temps partiel.

En moyenne, les femmes syndiquées gagnaient 90 % du salaire horaire de leurs homologues masculins au cours des six premiers mois de 1998. Les femmes touchaient un salaire horaire moyen de 17,64 \$ comparativement à 19,59 \$ pour les hommes. À l'opposé, les femmes non syndiquées gagnaient 12,49 \$ l'heure, soit seulement 77 % du salaire horaire moyen des hommes non syndiqués (16,21 \$).

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, tous les chiffres ont trait aux effectifs syndicaux et non à la couverture syndicale.

Les femmes plus scolarisées sont plus susceptibles d'être syndiquées que les autres employées. Au premier semestre de 1998, environ 4 femmes syndiquées sur 10 avaient un grade universitaire, et 1 sur 3, un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires. Ces chiffres témoignent du fort taux de syndicalisation associé aux professions de cols blancs, comme l'enseignement et les professions du secteur de la santé et des services sociaux, où les femmes prédominent.

Les taux de syndicalisation sont mieux répartis entre les niveaux de scolarité. Au premier semestre de 1998, le taux de syndicalisation le plus élevé chez les hommes (37 %) se trouvait chez les employés ayant moins d'une 9^e année de scolarité, comme l'illustrent bien les taux élevés de syndicalisation associés aux professions de cols bleus telles que celles des secteurs de la construction, de la transformation et de l'usinage.

Dans l'ensemble, au cours des six premiers mois de 1998, les travailleurs syndiqués qui travaillaient à temps plein gagnaient en moyenne 19,00 \$ l'heure, comparativement à 15,64 \$ pour les employés à temps plein non syndiqués. Cet écart entre les taux de rémunération n'est pas uniquement attribuable à la syndicalisation. Les taux de rémunération sont également fonction, entre autres, du secteur d'activité, de la profession et du niveau de scolarité. On devrait donc tenir compte de ces autres facteurs dans l'interprétation des salaires relatifs des travailleurs syndiqués et non syndiqués.

L'écart salarial est encore plus marqué chez les employés à temps partiel, où les syndiqués touchaient un salaire horaire de 16,55 \$, soit près du double du salaire des non-syndiqués (9,71 \$ l'heure). Les syndiqués occupant des emplois à temps partiel étaient aussi plus susceptibles que les non-syndiqués de travailler plus d'heures par semaine, ce qui portait leurs gains hebdomadaires à 325,64 \$ contre 161,92 \$.

*On peut dès maintenant se procurer une télécopie ou une version PDF des articles « Statistiques sur l'adhésion syndicale » et « La hausse de la syndicalisation chez les femmes ». En outre, ces deux articles paraîtront dans le numéro d'hiver 1998 de **L'emploi et le revenu en perspective** (75-001-XP, 18 \$/58 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Ernest B. Akyeampong au (613) 951-4624 ou avec Marie-Paule Robert au (613) 951-4628, Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.*

Déficit au compte des voyages : le plus faible en dix ans

Le déficit trimestriel au compte des voyages a atteint son niveau le plus bas en dix ans, en raison des dépenses records faites par les Américains voyageant au Canada entre avril et juin. De plus, le dollar en baisse a empêché un plus grand nombre de Canadiens de voyager à l'étranger. Au deuxième trimestre de 1998, les visiteurs ont dépensé un montant record de 3,4 milliards de dollars au Canada, et les Canadiens ont dépensé 3,9 milliards de dollars à l'étranger. La différence de 488 millions de dollars a permis au déficit au compte des voyages d'atteindre

Note aux lecteurs

Les données du présent communiqué sont désaisonnalisées mais ne sont pas corrigées pour tenir compte de l'inflation.

le niveau le plus bas depuis le début de 1988, où il était de 364 millions de dollars. Le déficit canadien au compte des voyages internationaux a diminué de près de moitié en moins d'un an. Le déficit enregistré au deuxième trimestre était bien inférieur au sommet le plus récent (943 millions de dollars) atteint au troisième trimestre de 1997.

(suite à la page 4)

... Déficit au compte des voyages : le plus faible en dix ans

Il n'est pas surprenant que les dépenses des Américains voyageant au Canada sont de loin le principal facteur ayant contribué à cette situation. Elles augmentent de façon constante à mesure que la valeur du dollar canadien diminue par rapport au dollar américain. (La valeur du dollar américain en dollars canadiens a augmenté de 5,3 % entre le premier trimestre de 1997 et le premier trimestre de 1998, et a atteint, au deuxième trimestre, le niveau le plus bas de son histoire par rapport au dollar américain, étant passé sous la barre des 0,69 \$US, niveau qui a depuis été surpassé.) Au deuxième trimestre de 1998, les Américains ont dépensé un montant record de 2,2 milliards de dollars au Canada, en hausse de 3,5 % par rapport au trimestre précédent (2,1 milliards de dollars). Durant la même période, les dépenses des Canadiens voyageant aux États-Unis sont demeurées relativement constantes, se situant à un peu moins de 2,5 milliards de dollars. En raison de cette situation, le déficit au compte des voyages avec les États-Unis n'était que de 275 millions de dollars, soit son niveau le plus bas en dix ans. Ce déficit avait atteint un sommet de 1,9 milliard de dollars au dernier trimestre de 1991.

Au premier trimestre de 1998, les Américains ont effectué un nombre record de 1,8 million de voyages d'au moins une nuit au Canada, en hausse de 6,5 % par rapport au même trimestre de 1997. En juin seulement, les Américains ont effectué 1,2 million de voyages d'au moins une nuit au Canada — un record. Cette hausse a surtout profité à l'Alberta et à la Colombie-Britannique. Avantagés par un taux de change de plus en plus favorable, les Américains sont demeurés un peu plus longtemps au Canada et ont également dépensé plus par voyage au cours du premier trimestre de 1998 qu'ils ne l'avaient fait au cours de la même période en 1997. Ils ont par le fait même injecté 135 millions de dollars de plus dans l'économie canadienne au cours des trois premiers mois de 1998 que pendant la même période l'an dernier, ce qui représente une hausse de 23,3 %.

La Colombie-Britannique a profité le plus de cet afflux des dépenses effectuées par les Américains voyageant au Canada. Ses recettes ont augmenté de 43,8 %, pour atteindre 243 millions de dollars, alors que les recettes touristiques de l'Alberta ont fait un bond de 21,0 %, pour se fixer à 59 millions de dollars. Les voyages d'agrément et les visites de parents et d'amis, deux buts de voyage les plus souvent mentionnés par les Américains qui visitent le Canada, ont augmenté de 7,9 % et de 6,8 % respectivement au premier trimestre. Par ailleurs, les voyages d'affaires, moins discrétionnaires que les voyages d'agrément et

donc moins sujets aux fluctuations du taux de change, n'ont augmenté que légèrement (+ 1,3 %). Le nombre de voyages en avion a augmenté de 8,9 %, alors que le nombre de voyages en automobile s'est élevé de 5,7 % pour un troisième trimestre consécutif. Les voyages par tous les autres modes de transport, comprenant l'autobus, le train et le bateau ainsi que les voyages à pied, ont augmenté de 2,8 % par rapport au même trimestre l'an dernier.

Au deuxième trimestre, le déficit au compte des voyages entre le Canada et les pays d'outre-mer a augmenté. Les Canadiens ont dépensé davantage dans les pays autres que les États-Unis que les résidents de ces pays ont dépensé au Canada. Le déficit a ainsi augmenté de 7,1 % par rapport au trimestre précédent, atteignant 212 millions de dollars. Les dépenses effectuées par les résidents d'outre-mer voyageant au Canada ont diminué de 2,3 % par rapport au premier trimestre, pour se fixer à 1,2 milliard de dollars. Il s'agit du niveau le plus bas depuis le troisième trimestre de 1995. Les dépenses des Canadiens voyageant dans les pays autres que les États-Unis ont atteint 1,5 milliard de dollars, en baisse de 1,1 % par rapport au premier trimestre.

Le Mexique se classe au premier rang des destinations outre-mer visitées par les Canadiens au premier trimestre de 1998, suivi du Royaume-Uni. Les Canadiens ont également visité certaines destinations traditionnelles de l'Europe comme la France, les Pays-Bas et la Suisse, lesquelles ont connu de fortes hausses.

Les Canadiens ont effectué 3,0 millions de voyages d'au moins une nuit aux États-Unis au cours du premier trimestre de 1998, une baisse brusque de 9,9 % par rapport à la même période l'an dernier. Toutes les destinations populaires aux États-Unis ont subi des baisses sauf la Californie, où le nombre de Canadiens en visite a augmenté de 6,0 %. La Floride demeure la destination de choix des Canadiens (804 000 visites). Ils y ont en outre dépensé le plus d'argent (751 millions de dollars). La durée moyenne de séjour en Floride était de 14,5 nuits, alors qu'elle était de 9,5 nuits en Californie.

Le présent communiqué ne présente qu'un bref aperçu des données tirées de l'Enquête sur les voyages internationaux. Les tableaux, ainsi que divers profils statistiques et des fichiers de micro-données sur les caractéristiques des voyageurs internationaux, sont maintenant disponibles. Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander un de ces produits, communiquez avec Ed Lander au (613) 951-1513 (télécopieur : (613) 951-2909; courrier électronique : landedw@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Les ventes des grands magasins augmentent pour la première fois en trois mois

En juillet, les ventes des grands magasins ont progressé de 5,1 % (données désaisonnalisées) par rapport à juin. Cette hausse fait suite à une baisse de 4,8 % enregistrée en juin. L'augmentation observée en juillet a été la première progression mensuelle à survenir à la suite d'une période de trois mois marquée par un recul des ventes et constitue la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis février 1994. Malgré cela, les ventes n'ont pu

rattraper le sommet atteint en mars 1998. Le niveau des ventes réalisées a été de 5,9 % plus élevé qu'en juillet 1997.

Les ventes des grands magasins ont connu une forte progression entre le second semestre de 1996 et le premier trimestre de cette année. La restructuration du secteur et l'arrivée précoce de l'été dans la plupart des régions du pays ont pu contribuer à l'instabilité observée récemment au chapitre des ventes.

En juillet 1998, les ventes (non désaisonnalisées) des grands magasins ont augmenté de 7,6 % par rapport à juillet 1997. Toutes les provinces ont affiché des augmentations des ventes par rapport à l'année précédente. Les magasins de l'Alberta se sont classés en

(suite à la page 5)

... Les ventes des grands magasins augmentent pour la première fois en trois mois

tête (+ 11,1 %) à ce chapitre, suivis de ceux de la Saskatchewan (+ 10,1 %). Les grands magasins de ces deux provinces ont enregistré, durant la majeure partie de 1997 ainsi qu'au premier

trimestre de 1998, une forte progression de leurs ventes par rapport à l'année précédente.

Données stockées dans CANSIM : matrices 111 à 113.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jeff Fritzsche au (613) 951-2812 (courrier électronique : fritjef@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Ventes des grands magasins incluant les concessions

Données non désaisonnalisées

	Juillet 1998	Juillet 1997 à juillet 1998	Janvier à juillet 1998	Janvier-juillet 1997 à Janvier-juillet 1998
	Millions de \$	Variation en %	Millions de \$	Variation en %
Canada	1 233,6	7,6	8 243,7	8,8
Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard ¹	23,0	1,1	146,2	9,0
Nouvelle-Écosse	37,9	5,0	246,1	8,8
Nouveau-Brunswick	27,8	2,5	182,3	8,8
Québec	229,7	7,2	1 543,6	8,4
Ontario	511,3	9,2	3 469,6	9,7
Manitoba	52,6	9,8	346,8	8,8
Saskatchewan	42,9	10,1	274,8	10,5
Alberta	146,2	11,1	963,7	13,5
Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	162,2	1,8	1 070,5	2,1

1. Pour des raisons de confidentialité, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard sont regroupées tandis que le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont inclus dans la Colombie-Britannique.

Forte croissance des immobilisations

À la fin de 1998, la valeur de la construction et du matériel servant à produire des biens et des services dans l'économie se chiffrera à 1,9 billion de dollars (aux prix de 1992). Au cours des 20 dernières années, la valeur de ces construction et matériel s'est accrue de plus de 80 %. Cette hausse indique que la capacité de production de l'économie augmente, ce qui devrait contribuer à maintenir un environnement non inflationniste.

La forte croissance des immobilisations a été particulièrement marquée dans le secteur des machines et du matériel, ce qui semble montrer que l'économie adopte promptement les innovations technologiques les plus récentes. Cette augmentation rapide des immobilisations s'explique par la volonté des secteurs d'accroître leur productivité et leur compétitivité dans l'économie mondiale.

Données stockées dans CANSIM : matrices 11000 à 11092 et 11100 à 11192.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Flo Magmanlac au (613) 951-2765. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579, Division de l'investissement et du stock de capital.

Immobilisations, 1998

Secteur	Bâtiments et travaux de génie	Machines et matériel	Total
Milliards de \$ de 1992			
Total	1 367,3	555,2	1 922,4
Agriculture, pêche, exploitation forestière et mines	225,6	33,0	258,6
Fabrication	91,0	154,9	245,9
Construction	6,8	18,5	25,3
Transport et services d'utilité publique	367,7	181,5	549,2
Commerce	38,9	31,0	69,9
Finances, assurances et affaires immobilières	143,8	50,0	193,7
Services commerciaux, hébergement et autres services	44,9	44,7	89,6
Ministères	323,9	26,0	349,8
Enseignement	82,0	7,1	89,1
Santé et services sociaux	42,8	8,5	51,3

Forte hausse des frais de scolarité pour les étudiants à temps plein

Au cours des années 90, les frais de scolarité dans les universités, pour les programmes du premier cycle comme pour ceux des cycles supérieurs, ont augmenté constamment, à un taux moyen de 11 % par année. Cette majoration est principalement attribuable à la réduction du financement public, de sorte que les établissements d'enseignement exigent maintenant que les étudiants assument directement une plus grande partie des coûts de leur éducation par le biais de frais de scolarité plus élevés. Quelques programmes des cycles supérieurs imposent à présent des frais de scolarité qui se rapprochent davantage du coût réel des études. Citons, à titre d'exemple, les programmes de maîtrise en administration des affaires (cheminement régulier ou programme destiné aux cadres) à l'Université d'Ottawa, à l'Université de Toronto, à l'Université Queen's et à l'Université Simon Fraser.

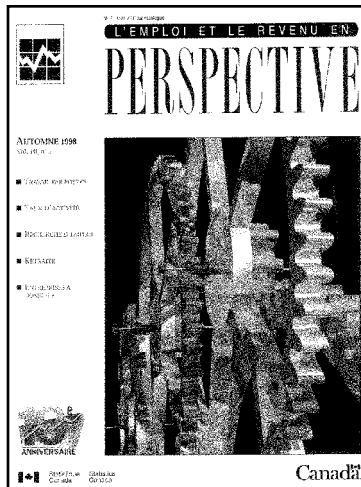
Pour l'année universitaire 1998-1999, la hausse des frais de scolarité se situe en moyenne à 6,9 % pour les étudiants de premier cycle des facultés des arts, ce qui porte les frais de scolarité moyens à 3 197 \$ au Canada. Dans d'autres domaines d'études, comme le droit, la médecine et la médecine dentaire, les frais de scolarité sont généralement plus élevés en 1998-1999 qu'ils ne l'étaient l'année dernière, et les frais de scolarité moyens enregistrent une augmentation marquée. Ainsi, une hausse moyenne de 27,0 % des frais de scolarité en médecine dentaire a porté la facture moyenne à 5 930 \$ cette année. Les étudiants des cycles supérieurs font face à des hausses similaires à celles qu'assument les étudiants du premier cycle, les frais de scolarité moyens aux cycles supérieurs ayant grimpé de 9,3 % par rapport à l'année dernière, pour se chiffrer à 3 287 \$ cette année.

En Colombie-Britannique, les frais de scolarité moyens pour les études de premier cycle en arts ont augmenté (+ 0,7 %), pour se fixer à 2 736 \$ en 1998-1999, soit la plus faible hausse enregistrée dans l'ensemble des provinces. Les étudiants ontariens du premier cycle font face à l'augmentation la plus forte (+ 9,2 %), qui porte la facture à 3 564 \$; ils sont suivis des étudiants de l'Alberta (+ 7,9 %), dont les frais de scolarité se chiffrent maintenant à 3 447 \$. La Nouvelle-Écosse affiche les frais de scolarité moyens les plus élevés pour des études de premier cycle en arts en 1998-1999, soit 3 903 \$. En ce qui a trait aux études des cycles supérieurs, les frais de scolarité ont connu une hausse importante en Nouvelle-Écosse et en Ontario cette année, ce qui classe ces deux provinces en tête de liste au chapitre des frais de scolarité pour les études des cycles supérieurs, ces frais atteignant 5 049 \$ et 4 224 \$ par année respectivement.

Les étudiants étrangers, qui paient déjà des frais de scolarité supérieurs à ceux des étudiants canadiens, ont vu leur facture augmenter de 3,9 % en moyenne dans l'ensemble du Canada, pour atteindre 8 458 \$ dans les programmes de premier cycle en arts. Les étudiants étrangers des cycles supérieurs payent des frais de scolarité moyens de 7 386 \$ pour l'année universitaire 1998-1999 dans les établissements canadiens, une hausse de 0,4 % seulement par rapport à 1997-1998.

Les données sur les frais de scolarité et de subsistance dans les universités canadiennes sont maintenant disponibles pour l'année universitaire 1998-1999. Les données sur les frais de scolarité du premier cycle et des cycles supérieurs sont disponibles selon l'établissement, pour les étudiants canadiens et étrangers. Il est également possible d'obtenir des renseignements sur les frais supplémentaires imposés aux étudiants. Pour obtenir des tableaux ou des renseignements généraux, communiquez avec Daniel Perrier au (613) 951-1503 (courrier électronique : perrdan@statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Brigitte Bouchard au (613) 951-9167 (courrier électronique : boucbri@statcan.ca), Centre des statistiques sur l'éducation.

Nouveautés de Statistique Canada



L'emploi et le revenu en perspective

Automne 1998

L'article vedette du numéro d'automne 1998 de *L'emploi et le revenu en perspective* porte sur les couples qui travaillent par postes. Pour la première fois, l'Enquête sur les horaires et les conditions de travail fournit des renseignements sur les heures de la journée où les couples à deux soutiens travaillent et le degré de chevauchement de leurs horaires. Cette analyse compare les couples qui travaillent par postes avec ceux qui ne travaillent pas par postes. Un deuxième article, « L'activité sur le marché du travail dans les années 90 », remet en question la théorie du découragement de la main-d'œuvre et fournit une explication concernant la baisse du taux d'activité que connaît la décennie. Un troisième article, « À la recherche d'un emploi », examine la façon dont les gens ont changé leurs méthodes de recherche d'emploi au cours des 20 dernières années. Deux autres articles, « La retraite chez les couples qui travaillent » et « Entrepreneurs basés à domicile », de même qu'un profil comparatif des marchés du travail nord-américains et des données du recensement sur le revenu concluent ce numéro.

Le numéro d'automne 1998 de *L'emploi et le revenu en perspective* (75-001-XP, 18 \$ / 58 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Marie-Paule Robert au (613) 951-4628, Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.

Capacités de lecture en milieu de travail

Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes de 1994

Un nouveau rapport étudie les capacités de lecture des travailleurs au Canada pour les comparer aux exigences en matière d'alphabétisme dans le milieu de travail de ces employés. En d'autres termes, l'étude porte sur le degré de concordance entre les capacités de lecture des travailleurs et les exigences de leur emploi. Par exemple, les travailleurs possédant des capacités de lecture très élevées occupent-ils des postes caractérisés par des exigences très élevées à ce chapitre? L'étude révèle que près des trois quarts des travailleurs canadiens occupent un poste à la mesure de leurs capacités de lecture. Ainsi, quelque 2 millions de travailleurs ayant de faibles capacités de lecture occupent un emploi peu exigeant sur le plan de la lecture, de l'écriture et du calcul. Près de 4 millions de travailleurs ayant des capacités moyennes à cet égard occupent des postes assortis d'exigences moyennes. Enfin, environ 2,8 millions de Canadiens ayant des capacités de lecture élevées occupent des emplois qui exigent une utilisation fréquente de ces capacités.

Cependant, plus du quart des travailleurs n'occupent pas un emploi correspondant à leur niveau de capacités. Plus précisément, près de 2,5 millions de travailleurs possèdent des capacités de lecture plus élevées que ne l'exige leur emploi (surplus de capacités de lecture), alors que quelque 635 000 travailleurs ne semblent pas posséder les capacités nécessaires pour exercer leurs fonctions de manière satisfaisante (manque de capacités de lecture).

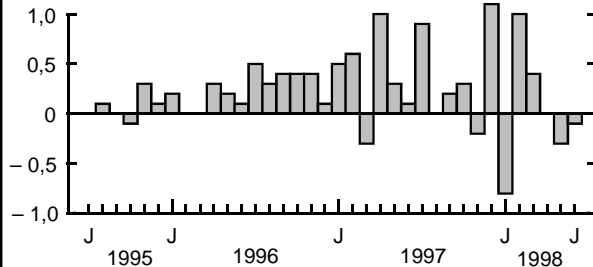
L'étude, menée par les professeurs Harvey Krahn et Graham S. Lowe de l'Université de l'Alberta, est la quatrième d'une série de monographies tirées de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes de 1994.

L'étude intitulée *L'utilisation des capacités de lecture en milieu de travail au Canada*, n° 4, (version papier : 89-552-MPF, 10 \$; Internet : 89-552-MIF, gratuit) est maintenant disponible. La version électronique du rapport se trouve sur Internet (www.statcan.ca). Un document présentant les faits saillants du rapport est également disponible (89F0103XIF). Pour plus de renseignements, communiquez avec Nancy Darcovich au (613) 951-4585 (courrier électronique : darcovi@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

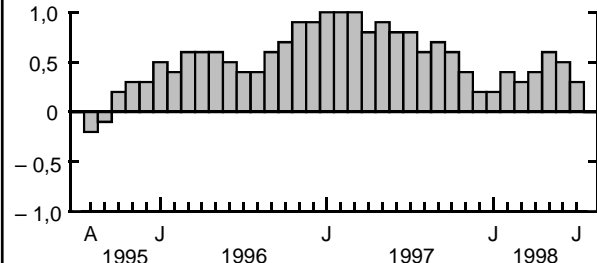
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a diminué de 0,1 % en juin — c'était la première fois depuis le début de 1991 que l'économie accusait une absence de croissance durant trois mois consécutifs.

Indice composite

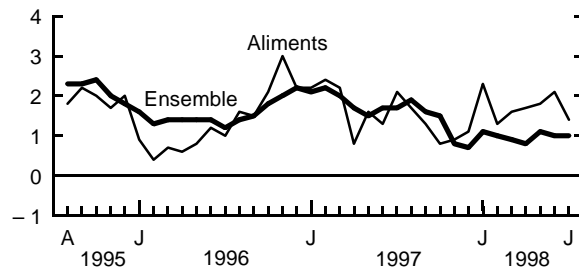
Variation mensuelle en %



La croissance de l'indice composite est passée de 0,5 % en juin à 0,3 % en juillet.

Indice des prix à la consommation

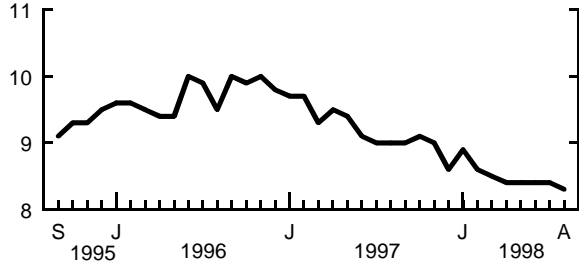
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en juillet 1998, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,4 %.

Taux de chômage

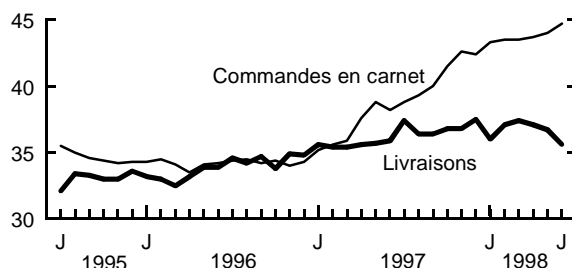
%



En août, le taux de chômage a légèrement fléchi de 0,1 point de pourcentage, pour s'établir à 8,3 %, soit le plus faible taux depuis août 1990.

Fabrication

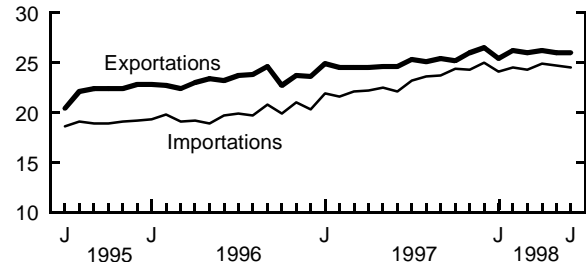
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 2,9 % en juin, pour s'établir à 35,6 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a monté de 1,5 %, pour se fixer à 44,7 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En juin, les exportations de marchandises ont légèrement augmenté de 0,1 % par rapport à mai pour se fixer à 26,0 milliards de dollars. Les importations se sont repliées de 0,8 %, pour s'établir à 24,5 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	juin	707,5	- 0,1 %	2,5 %
Indice composite (1981 = 100)	juillet	207,7	0,3 %	5,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2 ^e trim. de 1998	25,7	- 4,6 %	- 4,3 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	2 ^e trim. de 1998*	85,6	- 0,1 †	1,3 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	juin	20,4	- 1,7 %	4,0 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	juin	123,1	- 3,1 %	8,0 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	août*	14,31	0,3 %	2,0 %
Taux de chômage (%)	août*	8,3	- 0,1 †	- 0,7 †
Taux d'activité (%)	août*	64,9	0,0 †	- 0,1 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	juin	38,2	- 0,2 %	3,1 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	juin	603,18	- 0,2 %	0,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	juin	26,0	0,1 %	5,7 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	juin	24,5	- 0,8 %	10,6 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	juin	1,5	0,2	- 0,9
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	juin	35,6	- 2,9 %	- 0,6 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	juin	36,3	- 2,0 %	2,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	juin	44,7	1,5 %	17,1 %
Ratio des stocks aux livraisons	juin	1,38	0,05	0,08
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juillet	108,8	0,0 %	1,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juillet	119,5	0,3 %	0,3 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juillet	107,3	0,3 %	- 15,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	juillet*	100,2	0,1 %	1,0 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour
l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars
américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 3 au 9 septembre 1998

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
La revue des céréales et des graines oléagineuses	juin 1998	22-007-XPB	15 / 149	15 / 149
Mises à jour — statistiques du bétail	1 ^{er} juillet 1998	23-603-UPF	45 / 149	45 / 149
Série de rapports sur les grandes cultures, n° 6, stocks de céréales canadiennes	31 juillet 1998	22-002-XPB	15 / 88	15 / 88
ANALYSE DES ENQUÊTES SUR LE TRAVAIL ET LES MÉNAGES				
L'emploi et le revenu en perspective	automne 1998	75-001-XPB	18 / 58	18 / 58
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise	juin 1998			
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
Exportations par pays	janvier-juin 1998			
Microfiche		65-003-XMB	62 / 206	62 / 206
Papier		65-003-XPB	124 / 412	124 / 412
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Information – population active	semaine terminée le 15 août 1998	71-001-PPB	11 / 103	11 / 103
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	juillet 1998	44-001-XPB	7 / 62	7 / 62
Industries du bois	1995	35-250-XPB	55	55
Livraisons des produits de meubles de bureau	semestre terminé au 30 juin 1998	35-006SXPB	14 / 28	14 / 28
Production et disposition des produits du tabac	juillet 1998	32-022-XPB	7 / 62	7 / 62
Scieries et ateliers de rabotage	juin 1998	35-003-XPB	12 / 114	12 / 114
Services de gaz	mai 1998	55-002-XPB	17 / 165	17 / 165
Statistiques du charbon et du coke	juin 1998	45-002-XPB	12 / 114	12 / 114
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir	juillet 1998	64-001-XIB	19 / 186	19 / 186
TRANSPORTS				
Bulletin de service - Transports terrestre et maritime	vol. 14, n° 3	50-002-XIB	10 / 62	10 / 62

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données informatisées CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick, 2^e étage, casier 11
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3X8

Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Courrier électronique :
atlantic.info@statcan.ca

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4^e étage
Montréal (Québec)
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350

Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Avenue Holland, immeuble R.-H.-Coats
Rez-de-chaussée
Parc Tunney
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (613) 951-0581
Courrier électronique :
infostats@statcan.ca

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
25, avenue St. Clair Est
Immeuble Arthur Meighen, 10^e étage
Toronto (Ontario)
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
123, rue Main
Édifice Via Rail, pièce 200
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Courrier électronique :
statswpg@solutions.net

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Saskatchewan)
S4P 4K1

Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Courrier électronique :
statcan@sk.sympatico.ca

Sud de l'Alberta

Services-conseils
Statistique Canada
3553, 31^e Rue N.-O.
Discovery Place, pièce 201
Calgary (Alberta)
T2L 2K7

Appel local : (403) 292-6717
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 292-4958
Courrier électronique :
degagnej@cadvision.com

Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Services-conseils
Statistique Canada
10001, Bellamy Hill
Park Square, 8^e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6

Appel local : (403) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 495-5318
Courrier électronique :
ewieall@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
300, rue Georgia Ouest
Library Square Tower, pièce 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863
Courrier électronique :
stcvan@statcan.ca

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais : 1 800 363-7629